

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 28v/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AXIA**

ZI Route de l'Industrie  
73540 Esserts-Blay

Références : 20241023-RAP-AXIA\_EB-Inspection.docx  
Code AIOT : 0006104343

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2024 dans l'établissement AXIA implanté ZI Route de l'Industrie 73540 Esserts-Blay. L'inspection a été annoncée le 23/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXIA
- ZI Route de l'Industrie 73540 Esserts-Blay
- Code AIOT : 0006104343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral du 4 février 2003, la société AXIA (établissements POUGET) a été autorisée à exploiter sur les communes d'Esserts-Blay et de La Bâthie un centre de tri, transit et regroupement de déchets.

L'exploitant a par la suite mis fin aux activités exercées sur la commune de La Bâthie.

Un arrêté préfectoral du 1er octobre 2015 a actualisé les prescriptions applicables aux activités, exercées sur les seules parcelles localisées sur la commune d'Esserts-Blay.

Par ailleurs, la société AXIA Pouget dispose de l'agrément n° PR7300016D d'exploitant d'un centre VHU par arrêté préfectoral complémentaire du 14 janvier 2013 et de l'agrément n° PR7300016B pour l'activité de broyage de VHU délivré par arrêté préfectoral complémentaire du 1er octobre 2015.

De plus, l'arrêté préfectoral du 18 août 2022 impose des prescriptions complémentaires aux activités de la société Axia Pouget.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à sanction

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.2.5	Demande d'action corrective	1 jour
5	Volume de déchets entreposés	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 7.1.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Observations
1	Eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.3.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Transmission de justificatifs – délai 15 jours et 2 mois.
2	Déchets dangereux - bouteilles de gaz	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 7.1.1 - 7.1.5 et 1.3.1	Avec suites, Mise en demeure, déchets	Transmission de justificatifs – délai 15 jours.
4	Bruit	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 5.2.3	/	Transmission de justificatifs – délai à réception du rapport de résultat de la campagne de mesures.

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a permis de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 septembre 2023. Cependant, bien que l'exploitant ait montré qu'il avait presque atteint l'objectif fixé, l'arrêté de mise en demeure du 23 mai 2024 ne peut pas être levé. À cet égard, l'inspection prend note de son engagement à terminer le traitement et l'évacuation des bouteilles de gaz restantes (environ 10 m<sup>3</sup>) d'ici la fin de l'année 2024. Par ailleurs, certaines non-conformités ont été relevées, impliquant la mise en place de plusieurs actions correctives par l'exploitant. Enfin, plusieurs observations nécessitent la transmission de justificatifs de sa part.

En synthèse, les demandes de l'inspection auprès de l'exploitant sont les suivantes :

Sous un délai n'excédant pas 1 jour :

- **Libérer l'accès jusqu'à la vanne de sectionnement.**

Sous un délai n'excédant pas 15 jours :

- **Transmettre le bordereau relatif à l'évacuation des eaux contenues au fond du bassin, avant travaux**
- **Transmettre le (ou les) bon(s) d'évacuation des bouteilles de gaz.**

Sous un délai n'excédant pas 2 mois :

- **Évacuer les déchets végétaux afin de respecter le seuil de 100 m<sup>3</sup>.**

Avant la fin d'année 2024 :

- **Finaliser le traitement et l'évacuation des bouteilles de gaz présentes sur le site**
- **Décrire les procédures mises en place par l'exploitant dans le cadre de la maintenance et l'entretien du bassin, afin de s'assurer de la bonne étanchéité du bassin**

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Eaux d'extinction d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 06/07/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li></ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est doté d'un bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie présentant à tout moment un volume disponible de 300 m3.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'un bassin de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie, nouvellement refait. L'achèvement des travaux a eu lieu le 30 juin 2024 selon l'exploitant. <u>Descriptif des travaux</u> L'exploitant explique que l'ancienne bâche en mauvais état a été découpé pour être retiré. Le fond du bassin présentait un volume d'eau susceptible d'être chargé en polluant. L'exploitant a signifié que ces eaux ont été pompées par la société SAVOIE VIDANGE. Ensuite, une dalle béton d'environ 40 centimètres a été coulé sur la partie plate au fond du bassin. Une nouvelle bâche a ensuite été déposé, recouvrant l'intégralité du bassin. Par-dessus cette bâche, du béton a été déposé, d'une épaisseur d'environ 20 centimètres selon l'exploitant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le bordereau relatif à l'évacuation des eaux contenues au fond du bassin, avant travaux. Ce bordereau devra être transmis sous 15 jours.  Au regard des constats effectués, l'inspection prend acte du respect de l'exploitant de l'article 1 - point 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 septembre 2024. Considérant cette action et les actions constatées sur les rapports relatifs à des précédentes visites d'inspection, nous proposons de lever la mise en demeure du 7 septembre 2023.  Nous demandons par ailleurs de décrire les procédures mises en place par l'exploitant dans le cadre de la maintenance et l'entretien du bassin, afin de s'assurer de la bonne étanchéité du bassin, sous un délai de 2 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Déchets dangereux - bouteilles de gaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 7.1.1 - 7.1.5 et 1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets dangereux - bouteilles de gaz
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/02/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, déchets</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 23/08/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets non conformes sont retirés du lot réceptionné dès leur détection. Ces déchets, ou le cas échéant le chargement entier, sont retournés à leur producteur ou dirigés vers une installation appropriée et conforme à la réglementation. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur apporteur ou leur élimination par un prestataire, des déchets qui ne respectent pas les critères d'admission.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection du 29 février 2024, nous avons constaté la présence de 3 bennes remplies de bouteilles de gaz, certaines clairement ouvertes, d'autres encore susceptibles de contenir du gaz et d'être sous pression. Suite à l'arrêté de mise en demeure du 23 mai 2024, l'exploitant a évacué la majeure partie des bouteilles de gaz. L'exploitant explique qu'à l'été 2024, un tri a été effectué dans les bouteilles. Celles clairement ouvertes ont été mises à part, s'agissant de déchets métalliques non dangereux. Les bouteilles restantes ont été évacuées à 2 reprises par les filières gazières.

<p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de 3 bennes remplies de bouteilles de gaz ouvertes et cisaillées, s'apparentant donc à des déchets métalliques. Toutefois, une dernière benne contenant un mélange de bouteilles de gaz ouvertes et fermées d'un volume de l'ordre de 10 m3 n'a pas encore été traité. L'exploitant a indiqué que le restant de ces bouteilles seraient traités avant la fin d'année 2024. L'exploitant met en avant des difficultés à tenir les délais en raison d'un manque de personnel depuis la fin de l'été.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Nous demandons à l'exploitant de transmettre, sous un délai n'excédant pas 15 jours, le (ou les) bon(s) d'évacuation des bouteilles de gaz.</p> <p>Au jour de l'inspection, l'arrêté de mise en demeure du 23 mai 2024 est échu. Considérant le stade d'avancement des opérations d'évacuation, notamment vis-à-vis de la quantité constatée au 29 février et de la quantité restante (de l'ordre de 10m3 à traiter encore), nous prenons acte de l'engagement de l'exploitant à finaliser les opérations de traitement et d'évacuation avant la fin d'année 2024. En l'attente, la mise en demeure n'est pas levée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Isolement du réseau de collecte

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.2.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès vanne de sectionnement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Un système permet l'isolement des réseaux de collecte des eaux pluviales potentiellement polluées de l'établissement par rapport à l'extérieur.  Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p><b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'accès à la vanne de sectionnement, permettant d'isoler les réseaux d'eaux pluviales du milieu extérieur en cas d'incendie, était obstrué par la présence de déchets de pneus (non du fait de l'exploitant, d'après ses propos).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Nous demandons à l'exploitant de libérer l'accès jusqu'à la vanne de sectionnement, sous un délai n'excédant pas 24 heures.  L'accès à la vanne de sectionnement doit être libre de tout passage, en tout temps et tout état de cause considérant que l'utilisation de cette vanne peut survenir à tout moment.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 jour</p>

### N° 4 : Bruit

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 5.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des émissions sonores</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fait réaliser tous les 3 ans une mesure des niveaux d'émission sonore de l'établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après information de l'inspection des installations classées. Les emplacements sont définis après accord de l'inspection des installations classées. Une première mesure des émissions sonores doit être réalisée dans les trois mois suivant la notification du présent arrêté.  Les mesures des émissions sonores sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations sur une durée d'une demi-heure au moins, et selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.</p>

Les rapports de mesures des émissions sonores sont transmis à l'inspection des installations classées dès leur édition.
<b>Constats :</b> La dernière campagne de mesures portant sur le bruit a été menée en 2021 par l'exploitant. La périodicité triennale de contrôle portait à cette année la prochaine campagne. L'exploitant a indiqué qu'une campagne avait été menée au mois d'octobre 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Nous demandons à l'exploitant de transmettre les résultats de la campagne de mesure bruit, menée conformément aux dispositions de l'article 5.2.3 de l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015, dès réception dudit rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Volume de déchets entreposés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 7.1.1	
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Volumes de déchets entreposés	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
Nature du déchet	Quantité, volume, surface
Ferrailles et métaux	16000m <sup>2</sup>
Véhicules hors d'usage	100m <sup>2</sup>
Gravats	3000m <sup>2</sup>
Bois	500m <sup>3</sup>
Papiers/cartons	500m <sup>3</sup>
Plastiques	100m <sup>3</sup>
Pneumatiques	100m <sup>3</sup>
Déchets non dangereux en attente de tri	1100m <sup>3</sup>
Déchets verts	100m <sup>3</sup>
Collecte sélective des ménages en transit	300m <sup>3</sup>
Batteries	10t
Déchets toxiques en quantité dispersée (DTQD)	5t
Amiante lié	10t
Boues d'usage	25t
Ordures ménagères en transit (en lieu et place de la collecte sélective)	500m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été contrôlé les volumes de déchets de bois et de déchets végétaux	

<p>entreposés sur le site. Après estimation avec l'exploitant, le volume estimé de l'andain de déchets de bois est d'environ 500 m<sup>3</sup>, pour un seuil à 500m<sup>3</sup>, autorisé par l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015. Pour ce qui concerne les déchets végétaux, le volume estimé est de 320m<sup>3</sup> pour un seuil à 100 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant a notamment mis en avant des difficultés d'exutoires pour les déchets de bois en raison de l'interdiction d'apport de déchets de bois sur la plateforme de compostage de Francin.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Nous demandons à l'exploitant d'évacuer les déchets végétaux afin de respecter le seuil de 100 m<sup>3</sup>, sous un délai de 2 mois.</p> <p>Ayant constaté que l'exploitant respecte mais entrepasse au seuil maximal de ce qu'autorise l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015 pour les déchets de bois, nous lui demandons de veiller à évacuer régulièrement les déchets de bois afin d'anticiper tout excédent.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>



Annexe  
Planche photographique  
Caractère non confidentielle



Accès obstrué à la vanne d'isolement des réseaux